

# Serait-il possible de résorber la dette publique si les Français travaillaient plus ?



Jean-Pierre Robin  
jprobin@lefigaro.fr

**POLITIQUE ÉCONOMIQUE** Cocolrico, « en 2020, le revenu global des ménages a continué de progresser en dépit de la forte chute de l'activité », s'émerveillent l'Élysée et Bercy dans une note commune publiée début octobre. Il y a de quoi : alors que « le volume d'heures travaillées, dans tout le pays, reculait de 7,4 % sur l'année par rapport à 2019 » selon les calculs de l'Insee et que la production (PIB) chutait de 8 %, les foyers ont vu leur pouvoir d'achat progresser (en moyenne) de 0,4 % en 2020.

L'argent magique existe, les Français l'ont rencontré. « Aujourd'hui on peut s'enrichir en dormant », s'insurgeait en 1990 le président François Mitterrand, stigmatisant « les propriétaires de bonnes valeurs mobilières, de bons terrains... ». Que de progrès en trente ans ; désormais c'est tout un pays qui peut vivre au repos. Emmanuel Macron et son grand argentier Bruno Le Maire se rendent-ils compte de leur message subliminal ? « Nul besoin de creuser, fouiller, bêcher pour que l'argent émerge, l'État est là. » Ils connaissent pourtant mieux que quiconque la rançon de ce miracle : la dette publique a bondi de 270,6 milliards d'euros l'an dernier selon les chiffres officiels de l'Insee.

Bien sûr, l'exercice 2020 fut à nul autre pareil. Mais au-delà de ses excentricités, il constitue le paradigme des quatre dernières années passées où le chômage de masse s'est accompagné de l'envolée de l'endettement public. Pas une année depuis 1974 et la mort du président Pompidou où l'État ait réussi à équilibrer ses comptes, d'où la montagne de 2762 milliards

de d'un sous-emploi manifeste par rapport aux autres pays de l'OCDE. Et cela se répercute sur les finances publiques. Alors que la dette n'était que de 21 % du PIB en 1980, elle est passée progressivement à 61 % en 1997 à la veille de l'entrée dans l'euro (comme en Allemagne, qui digérait alors les coûts financiers de sa réunification), pour se stabiliser jusqu'en 2007 et s'envoler ensuite à partir de la crise économique et financière de 2008-2009.

« Les dépenses publiques représentent 55,6 % du PIB en France contre 46 % en moyenne pour l'Union européenne et la moitié de ce surcroît s'explique par les dépenses de protection sociale (retraite, invalidité, famille, chômage, logement, santé) de 8 %, contre 7 % dans l'UE », note Jean Arthuis, ex-ministre des Finances dans son rapport, « Les finances publiques post-Covid-19 », commandité par l'exécutif et remis en mars dernier.

L'État français est pourtant en Europe l'un de ceux qui payent le moins bien ses enseignants et son personnel médical, et il a corseté drastiquement sa masse salariale depuis 2008. De même, les investissements publics ont-ils été réduits à la portion congrue. En outre, nous bénéficions de taux d'intérêt incroyablement bas et la charge payée par l'État devrait être trois fois moins élevée en 2022 qu'en 2008 en points de PIB prévoit Bercy alors que la dette a plus que doublé en valeur absolue depuis lors. En revanche les prestations sociales explosent, passant de 33,2 % en 2008 à 46,8 % de l'ensemble des dépenses publiques, selon les calculs de François Écalle, qui dirige le site Fipeco, l'observateur le plus indépendant qui soit des comptes publics. L'État-providence s'est fait le pourvoyeur du pouvoir d'achat que les Français ne peuvent acquérir par leur propre activité et il

ve en repoussant l'âge de départ à la retraite à 65, 66 ou 67 ans ».

Si le dossier retraite est sous les feux de la rampe, mettant les syndicats à cran, ce n'est qu'un des aspects du problème plus général de l'insuffisance de travail qui obère les comptes de l'État. Faisant la somme de tous les dispositifs en faveur de l'emploi et du marché du travail, François Écalle (Fipeco) les évalue à 144,1 milliards d'euros l'an, soit 6 % du PIB en 2019, année plus significative que 2020, où le chômage partiel a fait exploser la facture. Sans remettre en cause le bien-fondé de ces aides (voir tableau), elles dénotent l'incapacité de l'économie française à rendre les Français autonomes.

« Vivre dignement de son travail » était la récrimination des « gilets jaunes ». L'une des réponses de l'exécutif à leur volte d'hiver 2018-2019 fut de doubler la prime d'activité pour redorer le pouvoir d'achat de cette classe moyenne dont les revenus se situent entre le smic mensuel (1 230,60 euros net par mois) et le revenu médian (1 837 euros par mois, la moitié de la population ayant plus et l'autre moins). Par ailleurs, confronté aux pénuries de main-d'œuvre « post-Covid » qui ne font qu'exacerber le problème ancien des « offres d'emploi non satisfaites » dans la terminologie de Pôle emploi (270 000 déjà en janvier 2020), le gouvernement Castex vient de relancer le plan d'investissement dans les compétences (PIC) mis en place au début du quinquennat, le dotant de quelque « 1,4 milliard d'euros supplémentaires » sur 2021 et 2022.

L'élargissement de l'emploi et de la quantité de travail serait tout bénéfique pour l'État. « Cela joue de deux façons, par un élargissement des rentrées de cotisations sociales et de recettes fiscales et à l'inverse un allègement des dépenses d'indemnisation », reconnaît François Écalle. Rien que les coûts de fonctionnement administratif de Pôle emploi ont représenté 4,5 milliards d'euros en 2019, bien plus

vingt dernières années dans les deux pays. Car au début du millénaire, les écarts étaient minimes (voir graphique), qu'il s'agisse de la dette ou du marché de l'emploi. Puis sont intervenues les fameuses réformes du chancelier Schröder de 2003, « l'agenda 2010 » comme il qualifiait son plan à moyen et long terme si bien nommé que ce fut Angela Merkel élue en 2005 qui le réalisa. Et c'est à partir de 2008-2009 que la grande divergence franco-allemande se produisit dans les deux registres, travail et finances.

« Si le taux d'emploi de la France avait été depuis 1999 celui de l'Allemagne, le déficit public français aurait été, toutes choses égales par ailleurs, plus faible en moyenne de 4 points de PIB chaque année entre 1999 et 2021. Cela aurait conduit à ce que le taux d'endettement public français soit aujourd'hui de 30 % du PIB au lieu de 118 % ! » résume Patrick Artus.

## LA DETTE SOLUBLE DANS LE TRAVAIL ?

Sans entrer dans la technique des calculs, la logique est simple : plus de recettes fiscales et sociales liées au surcroît de travail et en contrepartie moins de dépenses indémnissant l'inactivité, les effets vertueux se cumulent dans le temps. Loïn d'être irréaliste, le gain espéré de 4 points de PIB sur le déficit annuel est l'ordre de grandeur des tombereaux d'argent déversés actuellement chaque année pour remédier à la misère du chômage de masse et des boulots précaires.

« On ne saurait établir un lien de cause à effet entre le taux d'emploi et les déficits c'est une simple coïncidence. Et faudrait-il que les Français aient la même productivité que les Allemands ! », critique Xavier Timbeau, directeur de l'OFCE. L'Observatoire français des conjonctures économiques considère en effet que la dette est « une obsession germanique » qui ne s retrouve nulle part ailleurs, ni aux États



... mais qui fasse envisager qu'en tant plus il serait alors possible de ner le terril de la dette...

## DES ÉQUILIBRES MEAUX

se coïncidence, la France détient le record parmi « les pays riches » de l'OCDE. D'un côté les dépenses des plus élevées (55,6% du PIB en 2019 et 62,1% en 2020) et de l'autre côté est de celles qui travaillent le plus. « Quand je nous regardé et nous à nos voisins de l'OCDE, on trouve moins dans la vie tout entière et rapporté à l'année », avait affirmé Manuel Macron dans sa conférence de presse du 25 avril 2019 consacrée aux « jaunes ». Le chef de l'Etat avait de ne pas se braquer sur les embêtements « 35 heures », l'arbre qui cache le forêt.

tout, les Français ayant un emploi ont en moyenne plus longtemps (34,3 heures) que les Allemands (33,3 heures). Les choses se gâtent année : salariés ou non, les Français ont un emploi travaillent en moyenne 1 743 heures dans les autres pays de l'OCDE selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. En réalité, le meilleur critère pour juger du fonctionnement d'une nation est le temps passé à son métier tout au long de la vie. Et c'est là que le bât blesse. Quand le Coréen (du Sud) y passe 1048 heures par an pendant un siècle, nous n'en faisons que 648,8 heures, bien en de dessous de la moyenne de l'OCDE.

diffères apparemment très bas s'appliquent à la totalité de la population, hommes et femmes, des nourrissons aux adultes et ils expriment bien la spécificité française comme l'explique Antoine Goujard, du département économique de l'OCDE : « Les Français qui vivent le font autant que dans les autres pays, mais ils sont moins souvent employés et travaillent aussi moins longtemps sur la durée de leur vie, ce qui nuit à leur pouvoir d'achat et à leur retraite ». La France a du mal à intégrer les besoins, notamment les moins qualifiés, et ne parvient pas à maintenir dans l'emploi les personnes âgées. Le chômage stricto sensu, la population française dans son ensemble souffre

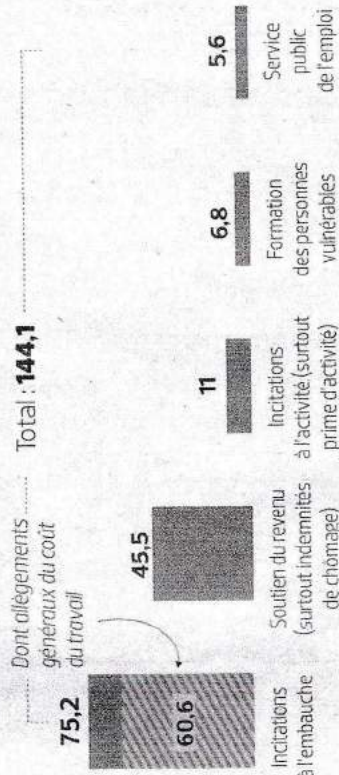
## L'ÉCART FRANCO-ALLEMAND RÉSORBÉ

À quoi ressembleraient nos finances publiques si les Français travaillaient autant que les Allemands ? Patrick Artus, le conseiller économique de Natixis s'est adonné à l'exercice d'uchronie suivant. Il a refait l'histoire en imaginant que le taux d'emploi des 20 à 64 ans (exerçant un travail) ait été le même tout au long des

Si non la voie allemande mérite réflexion et préparation. Car « augmenter le temps de travail nécessite une stratégie globale », avertit Antoine Goujard, de l'OCDE, pointant à la fois les énormes efforts de formation professionnelle nécessaires et le système d'incitations individuelles indispensables pour reporter le départ à la retraite. Un « agenda 2030 » français, vingt ans après l'Allemagne ? Il n'est pas trop tard pour bien faire.

## 144 milliards d'euros de subvention à l'emploi et d'indemnités chômage

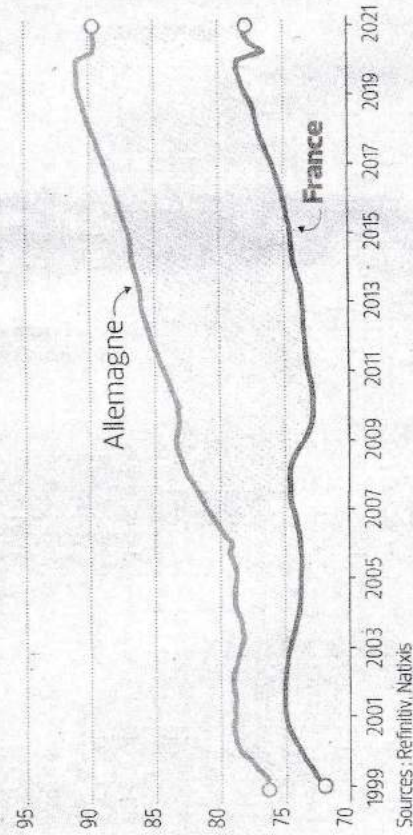
DÉPENSES EN FRANCE D'INCITATION À L'EMPLOI, D'INDEMNISATION DU CHÔMAGE ET DE FORMATION DES PERSONNES VULNÉRABLES, en milliards d'euros



Source : Dares, Fipeco

## Le taux d'emploi plus élevé de 13% en Allemagne par rapport à la France

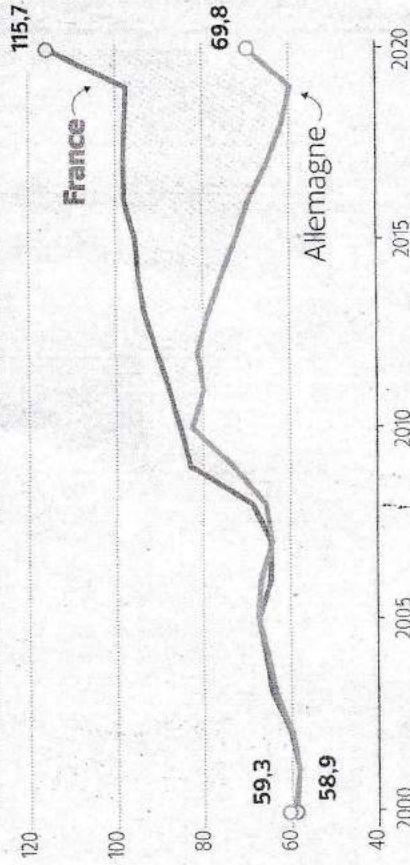
POURCENTAGE DES 20-64 ANS EN ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE



Sources : Refinitiv, Natixis

## Les dettes publiques divergent à partir de 2010

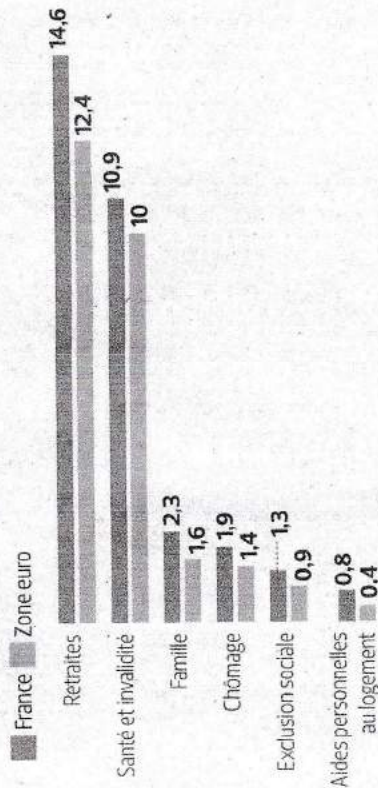
DETTE PUBLIQUE EN % DU PIB EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE



Sources : Refinitiv, Natixis

## Le poids de la protection sociale

DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE PAR GRANDES FONCTIONS, EN % DU PIB, FRANCE ET MOYENNE DE LA ZONE EURO, en 2019



Total Protection sociale : 31,9

Total Protection sociale : 27

Source : Eurostat, Fipeco